

Evolution démographique et 'littoralisation' de la population

Civici A., Lerin F.

in

Civici A. (ed.), Lerin F. (ed.).

L'agriculture albanaise : contraintes globales et dynamiques locales

Montpellier : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 28

2001

pages 139-147

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI020098>

To cite this article / Pour citer cet article

Civici A., Lerin F. **Evolution démographique et 'littoralisation' de la population**. In : Civici A. (ed.), Lerin F. (ed.). *L'agriculture albanaise : contraintes globales et dynamiques locales*. Montpellier : CIHEAM, 2001. p. 139-147 (Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 28)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Evolution démographique et “littoralisation” de la population

Adrian Civici*, François Lerin**

*Université agricole de Tirana (Albanie), **Institut agronomique méditerranéen de Montpellier (France)

Introduction

La question démographique albanaise a été utilisée comme argument polémique au cours des conflits qui ont ravagé les Balkans à la suite de l'implosion de l'ex-Yougoslavie, et notamment pendant la crise du Kosovo. Ces arguments valent aussi peu dans leur relation aux problèmes institutionnels et politiques posés par la région que les prétendus arguments “historiques”, presque exclusivement issus de “mythologies nationales” dont Paul Garde (2000) a remarquablement montré à la fois la partialité et l'utilisation partisane.

L'objectif de cette contribution n'est pas de rentrer dans le détail de ces arguments mais de souligner quelques aspects de la démographie albanaise (en Albanie) et surtout d'indiquer les effets des migrations internes que connaît le pays et qui sont en passe de modifier entièrement la répartition de la population sur le territoire national.

Il faut cependant noter dans cette introduction que l'Albanie connaît un taux de croissance démographique exceptionnel au regard des évolutions de population dans l'ensemble de l'Europe et en particulier dans la zone balkanique.

L'Albanie est le pays de l'Europe du Sud-Est qui connaît la plus forte croissance démographique : le taux de croissance naturel y est en effet de 1,1 % actuellement contre des taux négatifs en Roumanie (-0,3), en Bulgarie (-0,6) ou en Croatie (-0,2). Seuls la Yougoslavie connaît une légère progression (0,1) et l'ex-Yougoslavie (0,5). Les prévisions préparées par la Banque Mondiale (*Rapport sur le développement dans le monde*, 2001), indiquent que cette tendance positive devrait se poursuivre, quoiqu'à un rythme beaucoup moins soutenu (0,3) jusque dans les années 2050, la population albanaise d'Albanie atteignant alors 4,82 millions d'habitants.

Cette tendance n'est pas liée aux taux de mortalité infantile, ni non plus à l'espérance de vie à la naissance (72,7 ans) égale à celle de la Yougoslavie et supérieure à celle de la Roumanie et de la Bulgarie, et seulement légèrement inférieure à celle de la Croatie (73,8) ou de l'ex-Yougoslavie (73,5).

Cette évolution démographique et le “retard” exceptionnel de la “transition” à des taux de croissance inférieurs (la fameuse “transition démographique”) n'est donc pas lié à un mécanisme classique de “sous-développement” dont on sait qu'il a tendance à produire une fécondité supérieure.

Il faudrait s'interroger sur les raisons socio-anthropologiques (voire politiques) qui conduisent à cet état de fait, mais ce n'est pas le propos de cette contribution. En revanche nous en tirerons deux tendances qui importe pour notre analyse :

- la première, est que cette “surcharge de population” devrait amener le pays à continuer d'être un exportateur net de population : le taux net d'immigration étant à l'heure actuelle de l'ordre de 1,4 %,

supérieur aux deux autres pays “exportateurs” que sont la Roumanie (-0,4 %) et de la Bulgarie (-1,2 %). Notons que les autres entités issues de la Yougoslavie ont des taux neutres.

- La seconde, est que les pressions sur la nouvelle occupation du territoire seront d’autant plus fortes que la croissance démographique est importante... Les tendances d’évolution sur la répartition des populations qui sont examinées dans cette contribution risque donc d’être encore plus fortes que celles que nous avons envisagées.

I – Evolution de la population en Albanie pendant le XX^{ème} siècle

De 1923 à l’an 2000, la population albanaise a connu une forte croissance, passant de 803 000 à 3,38 millions d’habitants, soit un taux annuel de croissance de 1,95 %. Il s’agit d’un accroissement naturel puisque, pendant les quarante années du régime d’Enver Hoxha, les migrations internationales ont été quasi inexistantes. Le taux d’accroissement naturel a connu son “pic” en 1960 avec 3,29 % – correspondant à un doublement de la population sur 22 ans.

La natalité albanaise, bien qu’en fort déclin à partir des années 1960-70, se maintient encore aujourd’hui à un niveau élevé¹, en raison d’un âge moyen du premier mariage très précoce et aux effets générationnels d’une politique résolument pro-nataliste. Mais, pendant les dix dernières années, les difficultés économiques liées à la période de transition et les difficultés d’entrée des nouvelles générations sur le marché du travail, ont modifié le climat psychologique et rendu plus difficile la formation de familles nombreuses (le nombre moyen des composants des familles est passé de 5,8 en 1960 à 4,7 en 1989 et à 3,6 en 1999).

Le phénomène n’est cependant pas homogène : les régions montagneuses du nord-est, (territoires géographiquement et socialement très isolés) ont des taux de natalité et de mortalité encore très élevés. Les taux de natalité sont supérieurs à la moyenne nationale : Diber 2,62 %, Kukes 2,9 %, Puke 2,45 %, Tropoje 2,21 %. Les districts du sud ont des taux de croissance nettement inférieurs : Gjirokaster 1,65 %, Korça 1,49 %, Permet 1,74 %, Saranda 1,7 %. Il en va de même pour Tirana et Dures, les principales villes du pays dont les taux sont respectivement de 1,53 % et 1,84 %.

Malgré la diminution des taux de natalité advenue ces dernières années, le nombre total des naissances reste très élevé, principalement à cause de la structure par âge de la population. Au cours des trente dernières années, le taux de fécondité total s’est réduit de moitié, passant de 6,85 naissances par femme en 1960, à 3,03 en 1990 et à 2,66 en 1999. Pendant la décennie 1970-1980, cette diminution a été très rapide pour finalement se ralentir au cours des dernières années.

La diminution de la fécondité est allée de pair avec le déclin de la mortalité infantile, qui est passée de 8,3 % en 1960 à 2,83 % en 1995. Ceci signifie que les couples, en prenant conscience de l’augmentation des chances de survie des enfants, ont modifié leur décision, de manière à maintenir constant le nombre final de la descendance (les enfants survivants). Puisque le niveau de la mortalité infantile reste encore très élevé, on peut prévoir que le phénomène continuera dans cette direction. La progressive réduction de la mortalité a amené à une amélioration de l’espérance de vie des albanais. Cette amélioration s’est davantage accentuée pour les femmes, dont l’espérance de vie moyenne à la naissance a augmenté, entre 1950 et 1995, de 19,9 ans contre 15,9 pour les hommes.

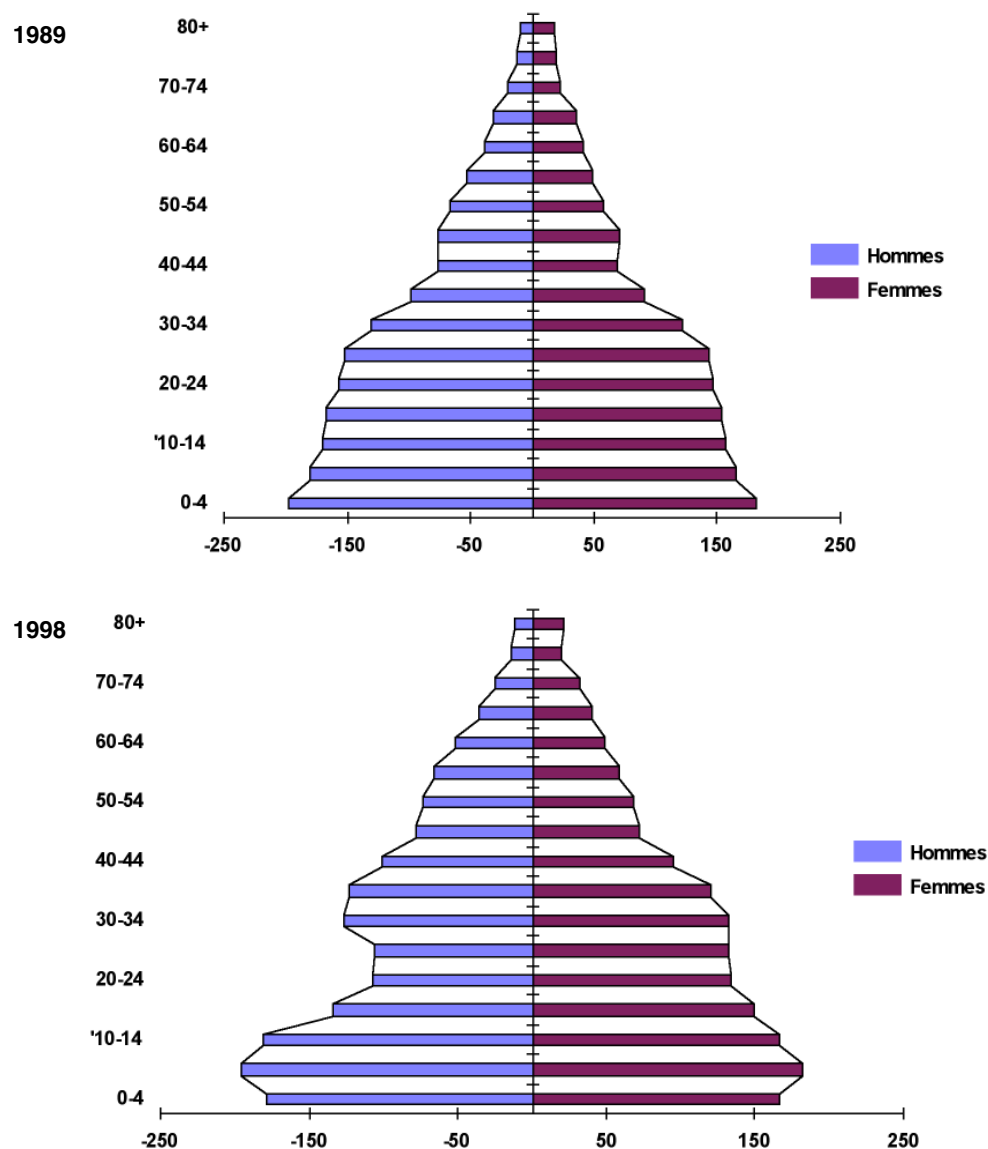
Tableau 1. Espérance de vie en Albanie

Années	Total	Hommes	Femmes
1950-51	53,5	52,6	54,4
1960-61	64,9	63,7	66,0
1980-81	69,5	67,7	72,2
1989-90	72,2	69,3	75,4
1990-95	71,4	68,3	74,3

Source : *Albanian Human Development Report, 2000*, UNDP, Tirana, Albania

La diminution de la natalité et de la mortalité, à partir des années 1960, a provoqué un léger vieillissement de la population, dont l'âge moyen est passé de 27,1 ans en 1989 à 28,7 ans en 1995. Le peuple albanais demeure donc jeune ; il suffit de constater que l'âge médian, qui partage en deux la population, est aux alentours de 25,6 ans. Pour cette raison la forme de la pyramide des âges qui indique les proportions d'hommes et de femmes des différentes classes d'âges en 1989 (Figures 1 et 2) est de type classique, avec une large base (due au niveau encore élevé de la natalité) et un rétrécissement régulier vers les âges plus anciens.

Figures 1 et 2. Distribution de la population par sexe et groupes d'âge



La comparaison des deux graphiques montre de manière spectaculaire les effets de la liberté de circulation après la chute du régime communiste et le phénomène de migration intense qu'a connu le pays. La tranche d'âge comprise entre 15 et 29 ans est sérieusement "entamée".

Entre 1950 et 1998, on constate également une modification importante de sa répartition territoriale – notamment des zones rurales aux zones urbaines. Les données censitaires indiquent que l'expansion de la population urbaine est plus rapide que celle des zones rurales, atteignant en 1960 un taux d'accroissement de 50,6 %. Malgré cela, la population rurale continue d'être supérieure à celle des villes, représentant en 1998 encore 52 % du total.

Les villes restent en effet petites. La capitale Tirana compte moins de 300 000 habitants en 1980 et, en 1998, seulement six villes dépassent les 75 000 habitants, représentant dans leur ensemble 22 % de la population totale.

La densité moyenne de la population est de 117 habitants par km² (1998). Elle présente une considérable variabilité : les zones internes, essentiellement montagneuses, sont faiblement peuplées, alors les zones côtières et centrales, plus fertiles et plates, ont un rapport habitants/km² qui rejoint des valeurs très élevées. Les pointes les plus hautes s'enregistrent dans les districts de Tirana (302,5 hab/km²) et de Durres (296,0 hab/km²).

Tableau 2. Evolution de la population du district de Tirana

	1980	1985	1990	1995	1999
Population (totale)	297,7	329,7	374,5	470,5	618,2
Urbaine	197,0	219,3	253,1	341,7	452,1
Rurale	100,7	110,4	121,4	128,8	166,1
Urbaine/totale (%)	66,1	66,5	67,6	72,6	73,0

Source : Albanian Human Development Report 2000, UNDP, Tirana, Albania.

II – Les mouvements migratoires internes et externes de la population albanaise

Les flux migratoires internes sont un phénomène récent. Durant toute la période 1945-1990, en effet, les migrations internes étaient placées sous contrôle strict : le régime déterminait le nombre de personnes habilité à quitter les zones rurales en fonction des exigences de l'industrie. Dans ce but le gouvernement dressa un Plan qui indiquait, pour chaque année, les zones de provenance et de destination des flux ; ce plan fut strictement appliqué et personne ne pouvait vivre en ville sans que son séjour ne soit justifié par un travail.

Ce contrôle a maintenu d'importantes population dans les campagnes empêchant le processus, général en Europe, de dépeuplement rural. Durant la décennie 1979-1989, 61,0 % des mouvements migratoires internes se sont produits de campagne à campagne, et seulement 34,6 % de la campagne vers la ville. En l'espace de quarante ans (1950-1990), la population rurale a seulement diminué d'environ 15 % ; elle continuait de représenter, en 1990, 64 % de la population totale. La population urbaine est passée de 20,5 % (1950) à 36,1 % (1990, taux remarquablement faible pour cette partie du monde). Il faut de surcroît noter qu'une partie de cet accroissement n'est pas dûe tant aux mouvements internes qu'à la classification officielle de quelques localités reclassées du rural à l'urbain.

En ce qui concerne les analyses régionales des flux migratoires internes, entre 1981 et 1991, seulement six districts présentaient un solde migratoire positif (Durrës, Elbasan, Kruja, Pogradec, Shkodër, Tirana), alors que les vingt autres présentaient des soldes négatifs. Les régions les plus déficitaires étant celles du nord-est et du sud du pays, zones où le territoire est très accidenté, le climat difficile et où l'insuffisance des moyens de communication rend pratiquement impossible le développement d'une économie agricole ou industrielle ; à l'inverse, dans les régions côtières, en grande partie plates et peu développées d'un point de vue économique, le solde migratoire est positif ou seulement modérément négatif.

Les migrations internes ont été provoquées surtout par des facteurs économiques (pénurie de terres cultivables dans les régions montagneuses). La répartition de la population selon l'altitude le montre : le pourcentage relatif à la population résidente en zones supérieures à 1 000 mètres est passé de 4,3 % en 1960 à 3,5 % en 1989. Encore plus accentuée fut l'inflexion des pourcentages relatifs à la population résidente dans des régions dont l'altitude est comprise entre 600 et 999 mètres et 300 et 599 mètres,

diminuant respectivement de 3,5 et 1,2 %. Un fort accroissement, au contraire, touche la population résidant en plaine au-dessous des 299 mètres, comme le montre la Figure 4.

Tableau 3. Population totale, distribution par sexe, résidence et densité, 1923-1998

Années	Population totale**					Densité (hab/km ²)
	Total	H	F	Urbaine	Rurale	
1923	804	-	-	128	676	28,0
1950	1,215	624	591	249	966	42,3
1960	1,607	828	779	474	1,133	55,9
1970	2,136	1,097	1,039	680	1,456	74,3
1980	2,671	1,378	1,293	897	1,774	92,9
1990	3,286	1,686	1,600	1,176	2,080	114,3
1992	3,190	1,589	1,601	1,165	2,024	111,0
1994*	3,202	1,586	1,616	1,345	1,857	111,4
1996*	3,283	1,624	1,659	1,445	1,838	114,2
1998*	3,324	1,629	1,695	1,526	1,798	115
2005**	3,654	1,650	1,704	1,543	1,811	117

Source : Albanian Human Development Report 2000, UNDP, Tirana, Albania.

*Estimation d'INSTAT, 2000.

Figure 3. Evolution des rapports entre population rurale et urbaine (en milliers)

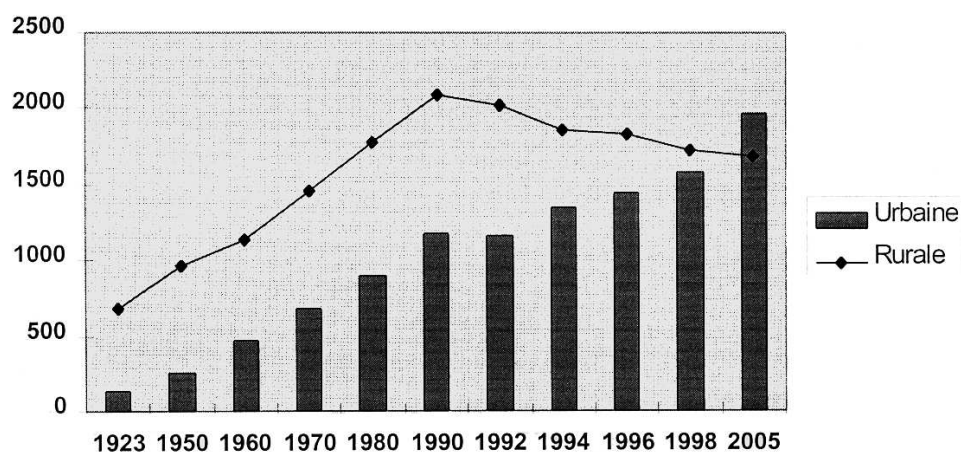
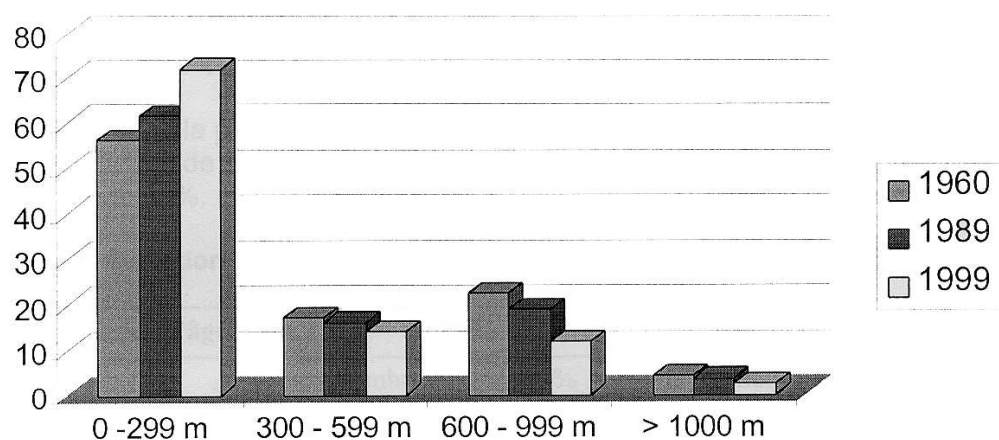


Figure 4. Distribution de la population selon l'altitude (en %)



Source : "Statistical Yearbook of Albania", 1991.

* l'année 1999-estimations de INSTAT.

III – Population et exploitations agricoles

Le nombre des exploitations agricoles est passé de 432 000 à 456 000 de 1993 à 1996, pour diminuer ensuite à 397 000 en 1997 et environ 395 000 en juillet 1998². La population agricole a suivi une évolution semblable, augmentant légèrement de 1993 à 1995. Constante en 1996³, elle commence à décroître rapidement à partir de cette date : on estime que 400 000 personnes (soit 17 % de la population rurale) ont quitté l'agriculture et les zones rurales du pays pour s'installer vers les villes ou aller à l'étranger comme émigrants économiques.

Dans les parties méridionales et centrales du pays, seuls les Préfectures de Fier et de Korça n'ont pas eu de migrations significatives des paysans vers les villes. Dans les préfectures de Berat, Elbasan, et Tirana, entre 5 et 10 % des chefs d'exploitations n'ont pas cultivé leurs terres, et 9 à 18 % de la population rurale a émigré. Dans les préfectures de Gjirokastra et de Durres, environ 20 % des chefs d'exploitation n'ont pas mis leurs terres en culture, et 10 à 21 % des populations ont émigré, surtout en Grèce et en Italie. Les migrations les plus importantes se sont produites dans la préfecture de Vlora : 52 % des exploitations non utilisées et de 59 % de la population rurale a migré.⁴

1. L'accentuation du vieillissement de la population rurale

Ces migrations internes et externes se doublent d'un vieillissement de la population agricole, les migrants étant situés dans les tranches d'âge les plus basses. En 1994, 33 % de la population agricole (743 000 personnes) avaient moins de 15 ans. En 1997 (606 000 personnes), ils n'étaient plus que 29,5 %. De même, en 1994, 22 % de la population rurale avait entre 15 et 24 ans, contre 20 % en 1997.

En 1994, 32 % de la population faisait partie des tranches d'âge de 25 à 54 ans, et 13 % avait plus de 55 ans. Les 25-54 ans représentent 36 % de la population et les plus de 55 ans 14 %.

Tableau 5. Evolution des catégories d'âges de la population agricole

Catégories d'âges	1993		1998	
	nombre	%	nombre	%
Au-dessous de 15 Ans	743 000	32,8	605 800	29,5
15 – 24 ans	503 300	22,2	419 600	20,4
25 – 54 ans	730 500	32,3	738 600	35,9
+ 55 ans	286 900	12,7	291 200	14,2
Total	2 263 700	100,0	2 055 400	100,0

Source : MAA/SARA, 1994 *Special and 1998 Annual Agricultural Surveys*, op.cit., pp. 12 and 13.

2. L'abandon des espaces ruraux de l'arrière-pays montagneux

La situation actuelle montre que les paysans, qu'ils soient originaires de la campagne ou de la montagne, sont prêts à abandonner les villages et leurs propriétés pour venir s'installer autour des villes ou sur la côte. Actuellement, on peut distinguer trois tendances dans la migration intérieure de la population du pays :

- ☐ des zones de montagne vers les villages de plaine ;
- ☐ des villages de plaine et de montagne vers les villes ;
- ☐ des petites villes, surtout celles des zones rurales profondes, vers les grandes villes et notamment Tirana.

Ce fort mouvement migratoire a classé l'Albanie au premier rang des pays d'Europe centrale et orientale connaissant un phénomène d'"urbanisation sauvage". Cette migration spontanée vers les villes de

Tirana, Shkodra, Durres, Fier, etc. est en train de “mettre hors service” tous les investissements urbains, réalisés dans ces petites villes ou en zones rurales au cours des deux décennies passées. Il en est de même pour tous les projets, réalisés ou en cours de réalisation, menés par des organisations internationales (Banque Mondiale, FAO, FIDA, etc.), dans les espaces ruraux défavorisés situés dans les zones montagneuses du nord et du nord-est du pays. Ce phénomène est aussi très présent dans les zones du sud où une grande partie de la main-d’œuvre, notamment des jeunes, a émigré en Grèce ou en Italie.

Il faut souligner que, dans ces zones, l’activité agricole et l’élevage sont déjà considérés comme des activités relevant des personnes âgées ou des enfants. Dans les endroits subissant ce phénomène, on peut trouver des villages entiers où il n’y a plus de jeunes de 16 à 35 ans. La région la plus attractive, pour la population montagnaise ou rurale qui quitte les zones agricoles de l’intérieur du pays, est celle du centre-ouest vers les côtes ou vers les grandes villes comme Tirana, Durres, Shkodra, Fier, Kavaja, Vlora, Saranda, etc. Vu dans ce contexte, la population de l’Albanie est en train de “se littoraliser” rapidement. Les arrivants, dans leur majorité, ont construit leurs maisons individuelles dans des zones à vocation agricole ; environ 20 000 hectares de terres agricoles (sur 700 000 ha au total) ont été transformés en terrain de construction.

A cause du sous-développement économique et des conditions difficiles pour assurer la subsistance de la population, les régions montagneuses sont devenues les régions les plus touchées par l’exode rural et agricole. Selon les statistiques officielles et études régionales, pendant la période allant de décembre 1990 à janvier 1999, ces régions ont perdu environ 17 % de leur population, en majorité des jeunes. Certains villages ont perdu de 60 à 80 % de leur population, leurs institutions, leurs activités économiques et sociales aussi. Certaines zones sont donc en passe de réelle “désertification humaine”.

Conclusions

La nouvelle répartition en train de se dessiner dans la répartition démographique de la population albanaise se réalise sur un rythme extrêmement rapide. Cette rapidité est due au fait que ces mouvements (exode rural et littoralisation) – que tous les pays méditerranéens ont connu au cours des dernières décennies – ont été bloqués par le régime communiste et son contrôle autoritaire des mouvements de population. Le phénomène doit donc être considéré comme “normal”, même si son caractère soudain n’est pas sans poser de graves problèmes en matière de choix publics, notamment pour les équipements ruraux et urbains et les voies de communication.

Il faut donc se rendre à l’évidence que l’exode rural ne peut être combattu par des méthodes d’aménagement du territoire. Seules quelques villes moyennes situées dans les vallées et disposant d’atouts économiques (agricole, commerce, industrie minière, communication) peuvent tenter de maintenir une occupation humaine significative. La montagne omniprésente en Albanie occupe 60 % du territoire, elle est souvent massive et difficilement franchissable. Les équipements (notamment les routes) sont hors de portée du budget des autorités locales et nationales. Les habitats de montagne sont donc très isolés, souvent reliés par des routes non praticables par les véhicules de tourisme, coupées pendant de longue période par la neige ou les intempéries.

A titre d’exemple, dans la vallée de Permet au Sud-Est du pays au cours d’enquêtes que nous avons menées dans le village de Frasheri (situé à plus de deux heures et demi de route de la vallée et sur un dénivelé de plus de 500 m), les autorités locales nous ont dit que plus de 75 % des villageois étaient déjà partis et que dans les années à venir la disparition complète de la population était prévue. Ce village a pourtant compté jusqu’à 400 habitations, il a été un lieu de culte important de la tradition bektachi et a fourni trois des plus célèbres intellectuels de l’albanité (un poète, un nationaliste de la ligue de Prizren, un encyclopédiste ottoman – les fameux “frères Frasheri”). Ce qui est vrai dans le sud l’est, a fortiori, dans la partie alpine du Nord où les conditions climatiques et les pentes sont encore plus marquées.

La désertification humaine quasi totale des zones de montagne est donc inévitable. Il n'en reste pas moins qu'elles demeureront partie du territoire national et qu'une utilisation et une gestion de ces espaces sont nécessaires. La formule n'est donc pas "le dernier qui part éteint la lumière...", selon l'expression consacrée, mais plutôt la question de la stratégie des "derniers restants", qui se trouveront face à de vastes espaces sans occupation humaine.

Espaces de transhumance de grands troupeaux, réserves naturelles (de chasse, de biodiversité), espaces touristiques sauvages et exploitations forestières forment la trame d'une future utilisation de ces nouveaux espaces, qui peuvent stimuler – quoique modestement – les villes de fond de vallée, souvent encore en phase de croissance en raison d'une première immigration des villages de montagne.

L'avenir des zones collinaires est plus incertain : on assiste dans certains cas à des migrations importantes, vers les villes locales, ou à des déplacements de villages se rapprochant, via les nouvelles constructions de la route principale. Dans ce cas, des travaux d'infrastructure, notamment routière et de services sociaux minimaux, peuvent permettre de maintenir une occupation humaine.

Mais le phénomène le plus marquant et le plus irrépressible est la littoralisation des populations. Le grand foyer de cette migration interne est la future conurbation Tirana-Durrës, que tout voyageur voit au cours des années se constituer le long de la route reliant la capitale au principal port du pays. Il n'est pas trop hasardeux d'estimer que cette zone pourrait contenir à moyen terme au moins le tiers de la population albanaise. Les chiffres cités ci-dessus sur la croissance de Tirana sont sans doute sous-estimés, le mouvement d'installation des ruraux et la multiplication des habitations en zone agricole proche de la capitale étant, en grande partie, illégaux et spontanés.

A cette conurbation s'articule le long de la côte adriatique un chapelet de ville moyenne qui de Shkodra à Vlora passe par Durrës, Lezha, Kavaja, Lushnja et Fier. Toutes ces villes sont en plaine côtière et sont en cours d'être reliées par une route rapide et sans grande difficulté technique – bien que sa réalisation ait connu des retards considérables et largement incompréhensibles. Cet axe littoral adriatique bénéficie de conditions agricoles exceptionnelles, et d'importantes ressources touristiques estivales liées à la proximité de la mer. Enfin, il faut ajouter à cette littoralisation la zone, isolée du point de vue albanais, de Saranda, à l'extrême sud du pays, future "capitale" de la zone touristique la plus prometteuse de l'Albanie. Située face à l'île grecque de Corfou, dans un site naturel somptueux, elle est la ville la plus importante de la "Riviera" albanaise, zone méditerranéenne touristique typique. La crise de 1997 et la stagnation économique liée aux migrations massives vers la Grèce (de populations orthodoxes ou grecques), ont pour l'instant ralenti un processus de développement touristique prometteur. Il n'en reste pas moins qu'à moyen terme elle devrait, elle aussi, attirer les migrants intérieurs albanais pour peu que l'activité touristique intérieure et extérieure sache se relancer.

Ainsi, comme pour d'autres aspects de la situation albanaise, les mouvements internes de population, à notre sens inévitables, sont d'une rapidité et d'une ampleur peu commune dans l'espace européen. Cela exige des autorités nationales et régionales, comme des bailleurs de fonds étrangers un effort d'expertise et de moyens qui doivent être rapidement mis en œuvre pour éviter l'état de délabrement des infrastructures, notamment routières et urbaines, qui entrave le développement économique du pays et décourage souvent la population.

Notes

1. Comme on peut l'observer en analysant le nombre des naissances en 1991, les naissances du quatrième enfant représentent encore 17,9 % du total. En outre, si l'on considère le nombre des naissances et l'âge de la mère, on peut observer que la majeure partie des femmes qui donnent naissance à un 4^{ème} enfant (84 %) ont moins de 35 ans. Dans les familles plus nombreuses, on peut voir que pratiquement la moitié des enfants nés en septième position ou plus ont des mères qui n'ont pas encore atteint la quarantaine.
2. SARA Project, enquêtes du projet 1998.

3. Ici, on doit souligner que l'augmentation des exploitations agricoles pendant la période 1993-96 est le résultat de l'application de la "loi foncière" et la distribution presque totale des terres agricoles des Coopératives et des Fermes d'Etat aux paysans.
4. En 1997, Vlorë a été la ville la plus touchée par la crise des "pyramides".

Références

- *Albanian Human Development Report 2000*, UNDP, Tirana 2000.
- **Banque Mondiale** (1999). *World Bank Financing to Albania*. Project Portfolio, Tirana, Albania.
- **Ciheim-IAM.M** (1997). "L'Albanie, une agriculture en transition". *Options Méditerranéennes*, n° 15, Montpellier, France.
- **Civici A., Laçi S.** (2000). *Agricultures familiales et développement rural en Méditerranée*. Publication Karthala-CIHEAM, Paris.
- **Civici A., Laçi S.** (1997). *Mountainous Areas in Albania – Source of Rural Exode*. Euromontana workshop, Greece.
- **EBRD** (European Bank for Reconstruction and Development) (2000). *Ten Years of Transition – Transition Report 1999*. United Kingdom.
- **EUROMONTANA** (1998). *Les enjeux des réformes européennes pour les régions de montagne, l'emploi et le développement durable*. Assises européennes de la Montagne – Conférence internationale, octobre 1998, Ljubljana, Slovénie.
- **EUROMONTANA** (1995). *Montagnes d'Europe – nouvelles coopérations pour un développement durable*. Conférence européenne pour les problèmes économiques, sociaux et environnementaux des régions de montagne, Cracovie, Pologne.
- **EUROMONTANA** (2000). *Mountain Regions East and South of the Adriatic Sea*. Editor Martin Price, SAB, Brugg, Suisse.
- **INSTAT**. *Bulletins annuels 1990-1999*. Tirana, Albanie.
- **Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation** (1998). *Strategjia e Gjelbert*. Tirana, Albania.
- **Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation**. Statistiques (1992,1993, 1994, 1995,1996,1997, 1998, 1999), Tirana, Albanie.



